

<https://ricochets.cc/Le-gouvernement-israelien-commet-des-crimes-de-guerre-en-Palestine-Repression-en-France-autoritaire.html>



Le gouvernement israélien commet des crimes de guerre en Palestine - Répression habituelle en France autoritaire



- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 17 octobre 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

De même que lors d'une grosse catastrophe naturelle, il est difficile de prendre la mesure des énormités qui se déroulent, tant en France sous régime autoritaire qu'en Palestine bombardée à mort par un régime colonialiste adepte de l'apartheid.

On est sidéré, les mots manquent, ça dépasse la raison, mais pourtant ça arrive. Et même c'était largement prévisible, logique, dans la continuité hélas des exactions passées.

Détourner le regard ou faire taire les voix discordantes n'arrangera rien, les horreurs ne disparaîtront pas toutes seules, elles feront plutôt tache d'huile jusqu'à nos portes.

Avant de nous ôter violemment la vie, les régimes tyranniques et autoritaires épuisent nos esprits avec la répression et les messages contradictoires, et nous font perdre littéralement la raison.

Macron et ses ministres, Netanyahu et ses ministres, les médias dominants français et leurs propagandistes, les chefs du Hamas..., sont à l'aise

Dans les systèmes politiques monstrueux, seuls « les monstres » (les humains parfaitement humains devenus sociopathes, aliénés, sanguinaires, fanatiques, « supérieurs », élitistes, racistes, colonialistes...) sont à l'aise et prospèrent. Les autres fuient, se taisent et se terrent à jamais, se révoltent ou deviennent fous.

Macron et ses ministres, Netanyahu et ses ministres, les médias dominants français et leurs propagandistes, les chefs du Hamas..., sont très à l'aise.

Les systèmes politiques monstrueux naissent de l'ambition de quelques tyrans, de la servilité intéressée de leurs soutiens et financeurs, et de l'apathie (ou la faible résistance) des majorités.

Et ces systèmes engendrent en miroir de nombreux autres sous-systèmes monstrueux. Et ces régimes tyranniques et autoritaires, étatiques et légaux (indécemment nommés « démocratiques »), génèrent des luttes armées et des guerres de libération, et ils se durcissent encore pour contenir les aspirations à l'autonomie.

Et on sait que la guerre, même « de libération », c'est moche, violent et destructeur.

Les Etats, leurs armées, le capitalisme et leurs institutions non-démocratiques autoritaires sont des systèmes politiques monstrueux, on le voit en France, en Israël, et partout à la moindre occasion.

L'Etat d'Israël se prépare à envahir militairement tout ou partie de la Palestine, ce qui à terme ou immédiatement ne fera qu'envenimer une situation déjà explosive, qui l'est très largement de son fait (mais aussi du fait d'autres régimes politiques monstrueux, comme les Etats d'Iran ou des USA par exemple).

En France, on constate ces derniers jours des actes de censure et une milice policière toujours et encore au service d'un régime tyrannique qui s'inscrit dans un processus continu de fascisation.

En macronie, quel que soit le problème socio-politique, la « solution » est des flics et de la répression, puis des lois supplémentaires pour légaliser les répressions illégales que les extrêmes droites nous envient.

- ▶ En France, on attend une forme ou une autre de guerre ici, ou on se révolte avant, ou on devient fous ?



Le gouvernement israélien commet des crimes de guerre en Palestine - Répression en France Faire taire les voix discordantes

UNE MILITANTE PALESTINIENNE ARRÊTÉE ET ASSIGNÉE À RÉSIDENCE AVANT UNE CONFÉRENCE

Mariam Abuaqa est née en 1951 à Gaza. C'est une militante palestinienne et intellectuelle féministe, membre du Front populaire de libération de la Palestine et de l'Union Générale des femmes palestiniennes. Sa vie est marquée par un engagement sans faille autant que par des guerres, des blocus et des bombardements israéliens.

Elle avait entamé une tournée en France prévue de longue date, bien avant l'offensive du 7 octobre. Ce lundi 16 octobre, elle devait se rendre en train à Toulouse pour animer une conférence sur la Palestine. Tôt ce matin, elle a été arrêtée en gare de Marseille sur décision de Gérald Darmanin. Emmenée dans les locaux de la Police des Frontières, elle est visée par une procédure d'expulsion, qui menace directement sa vie dans un contexte d'attaque militaire de Gaza.

Elle est assignée à résidence dans les Bouches-du-Rhône pour les 45 prochains jours, avec obligation de « se maintenir dans les locaux où elle réside à Marseille de 22h00 à 7h00 du matin » et de pointer tous les jours au commissariat. Interdite d'intervenir publiquement, privée de liberté sans procès, sur décision arbitraire du ministre de l'Intérieur d'extrême droite d'un gouvernement fanatiquement pro-Israël.

La France continue de basculer à toute vitesse dans un régime dont on ose pas encore prononcer le nom

Le ministère de l'Intérieur motive sa décision en invoquant « la menace qu'elle représente pour l'ordre public dans le contexte de vives tensions » liées à la guerre menée par Israël. Mariam Abudaqa devait déjà intervenir à Metz mardi dernier, et la préfecture avait interdit l'événement.

Après les manifestations interdites, les menaces de dissolutions et les poursuites pour « apologie de terrorisme », ce sont des arrestations au petit matin pour éviter un débat. La projection aura tout de même lieu à Toulouse ce soir, sans l'intervenante. Mariam Abudaqa avait pourtant beaucoup de choses à dire pour éclairer le public français sur les enjeux actuels au Proche-Orient.

La France continue de basculer à toute vitesse dans un régime dont on ose pas encore prononcer le nom.

(post de Contre Attaque)

Du jamais vu à Strasbourg, du jamais vu en France : sommes-nous encore en démocratie ?

► source : <https://ujfp.org/du-jamais-vu-a-strasbourg-du-jamais-vu-en-france-sommes-nous-encore-en-democratie/>
(Union juive française pour la paix)

Hier à Strasbourg, comme il en est question dans de nombreuses villes en France et comme ce fut le cas à Paris la veille, un grand nombre de manifestants ont tenté de se rassembler et ont réussi à se faire entendre en dépit du bouclage de la place Kléber par la police (du jamais vu !) et de l'interdiction préfectorale. Devant l'émotion légitime qui pousse une grande partie de la population - dont de nombreux jeunes - à se solidariser avec la Palestine mise à nouveau à feu et à sang depuis l'engrenage de violences meurtrières auxquels sont à nouveau exposés de nombreux civils bombardés et chassés de la bande de Gaza, un pouvoir désarmé qui semble avoir perdu toute mesure s'aligne sur l'extrême-droite israélienne, refuse qu'on entende la voix des Palestiniens en souffrance et interdit même qu'on exprime publiquement la moindre sympathie pour l'opprimé ! Pas un mot dans les médias officiels, pas un geste du pouvoir allant dans le sens d'une désescalade, mais au contraire l'expression du mépris pour un mouvement de solidarité qui s'étend et ne se limite pas aux seules organisations pro-palestiniennes.

À Strasbourg, treize manifestant.e.s ont été placé.e.s en garde à vue avec menace d'être déférées immédiatement en justice. Porter un drapeau palestinien aura suffi à justifier ces arrestations arbitraires indignes d'une démocratie. Nos camarades Jean-Claude et Perrine (dont la garde à vue a été prolongée de 24h !), membres tous deux de l'Union Juive Française pour la Paix ont été arrêtés. Perrine, simple observatrice, n'a toujours pas été libérée à l'heure où nous écrivons ces lignes. Ces mesures policières rappellent les heures les plus sombres de notre histoire...

L'UJFP dénonce ces interdictions et ces arrestations et rappelle :

- Le droit absolu à s'exprimer et à manifester, surtout quand le pouvoir et les médias s'obstinent de manière criminelle à ne faire entendre que la voix de l'agresseur.
- La légitimité des émotions et de la révolte contre les injustices qu'aucune forme de répression ne saurait arrêter
- Exigeons la remise en liberté immédiate et sans sanctions pour nos camarades Perrine et Jean-Claude, ainsi que pour tous les manifestants arrêtés vendredi 13 octobre Place Kléber à Strasbourg.

La Coordinations nationale de l'UJFP, le 14 octobre 2023.

► voir aussi :

- [Gaza : halte au massacre ! La France devrait agir pour le respect du droit](#)
- [Le porte-parole de l'Union juive pour la paix se confie à Algeriepatriotique](#)

œ PALESTINE : MANIFESTATIONS MASSIVES A LONDRES ET NEW YORK, INTERDICTION A PARIS

Vendredi 13 et samedi 14 octobre, de très grosses manifestations ont eu lieu à New York et à Londres. Dans la capitale anglaise, une marée humaine était dans les rues contre les bombardements sur Gaza, sans la moindre répression. Des dizaines de milliers de personnes ont pu protester contre la guerre coloniale en Palestine.

A Paris, comme depuis 6 jours, toute manifestation sur le sujet est interdite. Ce samedi, Place de la République, un très fort dispositif policier a nassé les manifestants qui se regroupaient. De très nombreuses interpellations et amendes ont été organisées par la police dans une foule totalement pacifique, contre quiconque brandissait un drapeau palestinien ou scandait un slogan. Des images surréalistes montrent des policiers entrant dans une foule qui les laisse faire, pour arracher une à une les personnes, parfois violemment. Deux libertés fondamentales, celle de manifester et celle de s'exprimer ont été abolies.

Les opinions publiques sont contre le massacre en cours de la population de Gaza, malgré toute la propagande déployée et tout le soutien des gouvernements occidentaux. Mais dans notre pays, non seulement il est interdit de le dire dans les médias, mais il est aussi interdit de l'exprimer dans la rue. Avec Israël, la France est-elle le seul pays au monde, où il est désormais interdit de brandir un drapeau de la Palestine ?

- ▶ vidéo : <https://fb.watch/nGGFRttGH6/>
¥CLPress, Timothée Forget, Taoualit Amar



Le gouvernement israélien commet des crimes de guerre en Palestine - Répression en France Tuer sciemment des civils en masse en Palestine : crimes de guerre ou terrorisme ?

Tout le monde a-t-il pris la mesure de ce qu'il se passe ?

Le samedi 14 octobre, les bilans estimaient qu'au moins 2.215 civils avaient été tués, dont 724 enfants, par Israël à Gaza. Puisque les médias ont imposé la comptabilité macabre des morts, ce nombre est déjà le double des pertes causées par l'offensive du Hamas le 7 octobre. Plus terrible, un tiers des victimes sont des enfants, car à Gaza, une personne sur deux est mineure. 724 enfants tués, cela fait l'équivalent des effectifs complets de plusieurs écoles, collèges et lycées exterminés. Le Premier Ministre Netanyahu a dit que cela ne faisait que commencer.

Ce décompte n'est <https://iaata.info/Nouvelle-attaque...> que provisoire. Des centaines de milliers d'enfants n'ont accès ni à l'eau, ni à la nourriture, ni aux soins vitaux nécessaires. Et leurs maisons ont été détruites, ils ont été déplacés de force ...

Le président israélien Isaac Herzog a déclaré ce samedi 14 octobre à propos des habitants de Gaza : « c'est une nation entière qui est responsable [...] Ce discours selon lequel les civils ne sont pas au courant et ne sont pas impliqués n'est pas vrai. Ce n'est absolument pas vrai. Ils pouvaient être raisonnables, ils pouvaient combattre le régime maléfique à Gaza ». Ce discours selon lequel « il n'y a pas d'innocent à Gaza », qui compte plus de 2 millions d'habitants est, utilisons les mots, génocidaire.

Parmi les innombrables crimes de guerres commis par l'armée israélienne, l'un d'eux commis le 13 octobre est d'une cruauté absolue. Alors qu'Israël a exigé que les civils quittent la partie nord de Gaza sous 24H, l'armée a bombardé un convoi de véhicules qui obéissaient à cet ordre d'évacuation. 70 personnes, principalement des femmes et des enfants, ont été tuées lors de frappes aériennes israéliennes sur des convois de voitures fuyant la ville de Gaza, selon l'agence Associated Press. Les images de monceaux de cadavres, parfois si petits, le long d'une file de véhicule en feu prouvent cette exécution de masse.

Tout le monde a-t-il pris la mesure de ce qu'il se passe ?

(posts de Contre Attaque)

DIVERS

- [« La terre à Be'eri et à Gaza tremble de la même manière » - Témoignage d'une survivante du 7 octobre](#) - Le kibboutz de Be'eri, à 4,5 km de Gaza, a été touché par l'une des incursions les plus brutales du Hamas (maisons détruites, corps abattus, familles décimées, bon nombre d'otages capturés). Tristement le genre d'habitants qui composent ces kibboutz, bien qu'ils entretiennent un rapport parfois paradoxal à l'État colonial, sont traditionnellement militants en faveur de la paix et de la justice, et la fin de l'apartheid. Nous avons traduit ici le témoignage d'une jeune survivante du massacre. Elle tient un discours qui paraît juste et sensée, plein d'humanité, au moment où ce qu'elle a directement vécu aurait pu la conduire à désirer une vengeance aveugle. Elle appelle à la fin des bombardements sur Gaza.
- [Israël - Palestine : la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat, de l'envoi d'une force d'interposition de l'ONU et d'une solution politique à deux Etats](#)
- [Nouvelle attaque de Moudenc et Darmanin contre la solidarité avec la Palestine](#) - Mariam Abudaqa devait animer un débat à la Maison de Quartier de Bagatelle le lundi 16 octobre à 19h
- [Imageries de la terreur - \[Il était une fois la terreur, chapitre 2, partie 2\]](#) - L'un des champs qui a été le plus investi et, par la suite, saturé par les machines de production capitalistes - spécifiquement par la terreur, le terrorisme ou l'anti-terrorisme - est celui de l'image. L'image mouvante : celle qui circule le plus rapidement en société, car compatible avec le flux informationnel.
- [Pour une lutte maîtresse - Maria Kakogianni](#) - 7 octobre 2023. Le Hamas commet des crimes de guerre. L'État israélien est un occupant ; le gouvernement israélien et l'armée israélienne commettent depuis des années des crimes de guerre. L'un ne justifie pas l'autre.
- [« Gaza, Gaza, Sainte est avec toi ! » retour sur la manifestation spontanée pour la liberté](#) - Ce jour-là, au lieu de rester tétanisé.es par l'horreur, de nombreuses personnes viennent soutenir publiquement la légitimité de résistances des palestiniennes et crier contre ce qui devient, devant nos yeux, un massacre préparé.
- [La question de la Palestine est la question de la faillite de l'étatisme !](#) - Communiqué de la Federation of Anarchism Era au sujet de la situation en Palestine.
- [L'instant - L'horreur à laquelle nous assistons est sans commune mesure.](#) - Le discours médiatique est si polarisé qu'on en oublie l'essentiel. L'urgence absolue est de mettre un terme aux bombardements de Gaza



Le gouvernement israélien commet des crimes de guerre en Palestine - Répression en France

GAZA : 8 JOURS DE MASSACRE DE JOURNALISTES, DE SOIGNANTS, D'ENFANTS

Le 7 octobre, l'armée israélienne commençait à bombarder de façon indiscriminée la bande de Gaza, où sont assiégés 2 millions de palestiniens sans possibilité de sortir.

; Selon une liste dressée par le ministère de la santé à Gaza, dix médecins, quatre dentistes, quatorze infirmiers, deux étudiants en médecine et un professeur de médecine ont été tués en une semaine. 31 soignants. Le Monde rapporte le cas d'un chirurgien plasticien qui a « passé sept jours à opérer à la chaîne à l'hôpital et, quand il est rentré chez lui afin de prendre quelques heures de repos, il a été tué avec trente personnes dans le bombardement de son immeuble ». Une information confirmée par une responsable de Médecins Sans Frontières. Vingt-trois ambulances ont également été visées par des raids israéliens et six secouristes ont été tués. **Au total, 37 personnels de soin ou de secours ont donc été assassinés. Ces crimes relèvent de la cour pénale internationale.**

; **En une semaine, 2750 habitants de Gaza sont morts dans les bombardements, dont au moins 1033 enfants, et 9714 blessés. De nombreux corps sont encore sous les décombres et le bilan s'alourdit d'heure en heure. 1000 enfants tués en quelques jours, un bilan atroce, incommensurable, dont les précédents ne peuvent qu'évoquer la seconde guerre mondiale et les périodes les plus sombres.**

; À Gaza, 1 million de civils ont été déplacés de force vers le sud de l'enclave. Cet immense transfert de population provoque une crise humanitaire majeure. Il n'y a évidemment aucune possibilité de nourrir ou loger autant de monde, surtout sous état de siège, ni de soigner les blessés. Un tel phénomène comporte aussi des risques d'épidémies.

; **Les civils palestiniens en fuite, qui obéissent aux ordres de l'armée israélienne, sont aussi visés par des tirs.** Amnesty International a vérifié six vidéos d'une attaque survenue le 13 octobre 2023. Un convoi de véhicule empruntait « une route que l'armée israélienne avait désignée comme sûre pour permettre aux civils de fuir ».

L'équipe d'Amnesty International « a découvert que ce convoi, comprenant un camion transportant environ 30 personnes, 8 voitures et d'autres personnes à proximité, y compris des femmes, des enfants et des personnes handicapées, a été attaqué. Les ambulances arrivées sur les lieux ont été touchées lors d'une deuxième attaque et les sauveteurs ont été blessés. Au moins 70 sont morts ». L'ONG conclut : « C'est une nouvelle illustration brutale du fait que les civils de Gaza n'ont nulle part où aller en sécurité ». **Forcer des civils vulnérables à fuir leurs maisons, leur indiquer une route puis les bombarder délibérément et ré-attaquer les services venus leur porter secours est un crime contre l'humanité.**

; **Enfin, onze journalistes palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre, selon le syndicat palestinien des journalistes.** Ces journalistes portent des casques et des gilets bleus avec les lettres « PRESSE » parfaitement identifiables. Le bilan s'élève à 12 journalistes tués par Israël si l'on ajoute le reporter de Reuters tué à la frontière libanaise. Le syndicat indique aussi que « 20 journalistes ont été blessés du fait de l'agression israélienne » à Gaza. **L'armée israélienne a assassiné plus de journalistes en 7 jours que la guerre en Ukraine en un an et demi.** Dans les médias, cela devrait être un scandale mondial. Les journalistes occidentaux semblent avoir peu d'empathie pour les civils gazaouis, mais ils pourraient au moins parler de l'assassinat délibéré de nombreux collègues.

; **Que fait l'Europe ? Non seulement elle apporte son soutien inconditionnel à ces massacres, mais en plus elle censure les réseaux sociaux qui les dénoncent. Après les menaces du commissaire européen Thierry Breton à l'encontre des grandes plateformes, TikTok déclare par exemple avoir supprimé plus de 500.000 vidéos et 8.000 directs en lien avec le conflit.** Pendant ce temps, l'intégralité des télévisions occidentales ont relayé sans aucune vérification une histoire de « 40 bébés décapités » par le Hamas, information diffusée initialement par un colon israélien extrémiste, qui n'a été confirmée ni par les journalistes israéliens et internationaux présents sur place, ni même par l'armée israélienne. Ces chaînes n'ont pourtant diffusé aucun démenti à l'antenne depuis.

Un État qui tue délibérément des journalistes, des médecins, des civils en fuite après leur avoir ordonné de partir et qui ment pour couvrir ces crimes peut-il être qualifié de terroriste ?

(post de Contre Attaque)